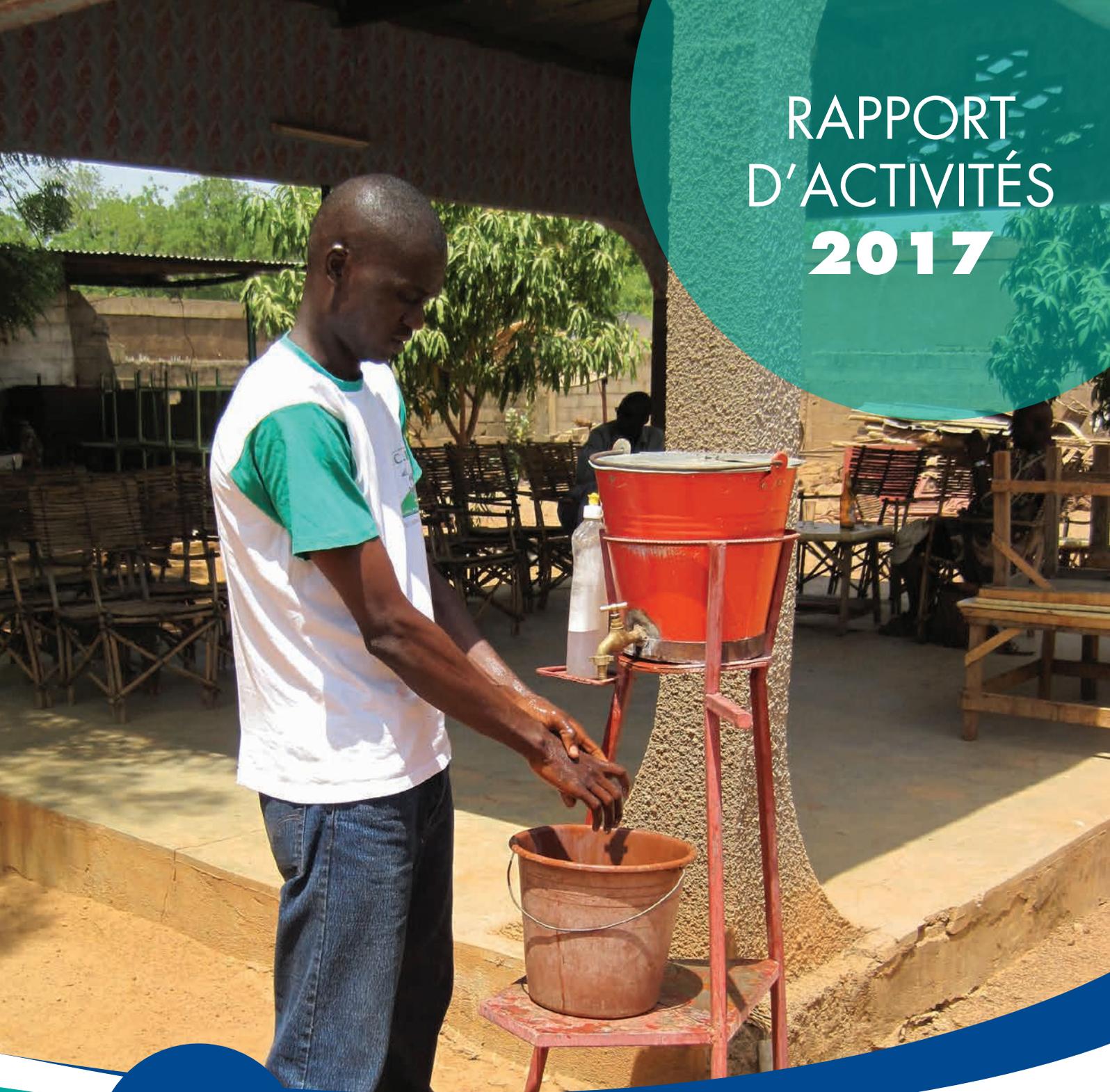


RAPPORT D'ACTIVITÉS 2017



pS-Eau

programme
Solidarité-Eau

Sommaire

1. Qui sommes-nous?	5
Nos missions: comprendre, appuyer et mobiliser	6
Un réseau ouvert à tous	7
Nos valeurs et principes d'intervention	9
2. Panorama 2017	10
Production de connaissances	11
Appui-conseil	16
Mobilisation	35
3. Budget et organisation	41
Fonctionnement et financements	41
Le conseil d'administration du pS-Eau	42
L'équipe du pS-Eau en 2017	43

À la poursuite de l'ODD 6



Pierre-Marie Grondin, Directeur du pS-Eau

Les actions du pS-Eau durant cette année 2017 se sont inscrites dans les priorités de l'aide bilatérale française fixées lors du CICID de février 2016. Elles s'accordent totalement d'une part avec la mise en œuvre des 17 objectifs de développement durable (ODD) et tout particulièrement l'ODD 6 et ses trois premières cibles relatives à l'accès de tous à des services d'eau potable et d'assainissement adéquats et gérés en toute sécurité, et d'autre part avec l'Accord de Paris sur le climat. La production remarquée du guide « Les Objectifs de Développement Durable pour les services d'eau et d'assainissement - Décryptage des cibles et indicateurs » illustre les travaux entrepris par le pS-Eau dans ce cadre. En concordance avec les priorités françaises, ciblées sur les pays les plus pauvres, notamment d'Afrique subsaharienne (tout particulièrement du Sahel) et de Méditerranée, le Bénin, le Burkina Faso, le Liban, Madagascar, le Mali, le Maroc, le Niger, le Sénégal, Togo sont les pays les plus suivis par le pS-Eau et bénéficient d'une animation spécifique. Les principaux acteurs qui interviennent dans chacun de ces pays (services techniques des États, associations de municipalités, Instituts français, agences de coopération, ONG spécialisées, entreprises, etc.) sont les moteurs de ces « réseaux-pays ».

La vocation à maintenir un échange permanent d'informations et de contacts entre la France et l'Afrique se traduit dans la composition du réseau. L'attention particulière portée au Niger, au Mali, au Burkina Faso pour maintenir et renforcer les liens entre les sociétés

civiles de ces pays et la France traduit la volonté du réseau de rester au côté de ces pays fragilisés par la crise sahélienne. Sensible à la dimension migratoire qui nous lie, le pS-Eau a recherché en 2017 à innover et engager ses membres et partenaires dans de nouveaux dispositifs comme « OSIM'Eau », actuellement testé avec l'Agence de l'Eau Seine-Normandie. Une attention particulière a également été portée au Liban avec la problématique de l'afflux de réfugiés auxquels ce pays fait face. Le réseau LEWAP y a été lancé pour travailler sur les problématiques de l'accès à l'eau et l'assainissement pour tous.

L'accompagnement des collectivités françaises s'est poursuivi cette année.

Si la loi Maptam (2014) et la loi NOTRe (2015) ont quelque peu bousculé les coopérations, notamment par le transfert des compétences eau et assainissement vers les communautés de communes et les communautés d'agglomération que cette dernière prévoit, le cadre donné par le 1% solidaire de la loi Oudin-Santini a permis de stabiliser l'engagement des collectivités. 30,5 m€ ont été engagés en 2017 – soit 10% de plus qu'en 2016. La loi Oudin-Santini a, à elle seule, permis d'en mobiliser 27 m€. Accompagnées par les agences de l'eau, partenaires qui se révèlent de plus en plus importants pour rassurer et fidéliser les engagements des autorités locales, une centaine de collectivités se sont engagées en 2017.

Les démarches de coopération de territoire à territoire

ont ainsi été encouragées et fortifiées, les retours d'expériences étant particulièrement appréciés. Les nombreuses réunions d'information thématiques ou géographiques organisées par le pS-Eau à la demande des porteurs de projet en témoignent.

Cette croissance des appuis financiers n'aurait pu se faire sans la diffusion en France auprès des citoyens des initiatives et outils développés par les ONG et les collectivités. En cela, les conventions nouvelles passées avec les réseaux régionaux multi-acteurs ont permis une meilleure compréhension et diffusion des outils réalisés par le pS-Eau et ont accru les possibilités de formations et de plaidoyer. Les bases de données développées par le pS-Eau donnent accès gratuitement à une masse d'information triée et capitalisée, unanimement reconnue comme la plus complète par le milieu de la coopération dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Ces outils sont déclinés sur le territoire français pour répondre aux besoins des acteurs régionaux. Aujourd'hui présent en Auvergne-Rhône-Alpes, Bretagne et Occitanie, le pS-Eau accompagne les réseaux d'acteurs de proximité. Des conventions de partenariat donnent un cadre de travail stabilisé au profit de l'amélioration des actions et de leur accroissement. Le mouvement des « élus de l'eau », qui témoignent auprès de leurs homologues et entraînent de nouveaux engagements, se poursuit avec succès. De plus en plus de métropoles (les plus importantes du pays) se dotent de fonds de coopération basé sur le 1% solidaire. Le fonds Eau de Lyon Métropole demeure un modèle et l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, agence la plus dynamique dans son appui aux initiatives du bassin, participe étroitement au soutien des actions présentées à ce fonds. Le comité scientifique du pS-Eau a poursuivi ses travaux en faveur du rapprochement de

la recherche et l'innovation des acteurs de terrain. La thématique de l'accès aux services de l'eau potable et de l'assainissement dans les petits centres en Afrique a été particulièrement suivie. Le programme Pradalis, mené en consortium au Sénégal avec l'appui de l'Union européenne, donne de nouvelles perspectives. La question de l'impact du changement climatique sur ces services reste d'actualité, des supports ont notamment été produits et diffusés lors des grands débats internationaux (COP23, Climate Chance, Local Solutions for Africa, etc.). L'appui de l'Agence Française de la Biodiversité dans ce rapprochement de la recherche et des porteurs de projet a été déterminant en 2017, ce qui a permis d'approfondir de nouvelles thématiques au service des actions innovantes en Afrique et en Méditerranée.

Le grand cycle de l'eau est également abordé sous l'angle de la protection de la ressource et sa pérennisation face aux effets du changement climatique ainsi que dans les interventions « pays » rapprochant coopération institutionnelle et actions de coopération comme au Togo et au Bénin avec l'OIEau.

L'équipe du pS-Eau s'est rajeunie, donnant un nouvel élan et de nouvelles perspectives. Le budget est en légère croissance traduisant le dynamisme de l'association. Le conseil d'administration accueille de nouveaux membres pour assurer un suivi et un pilotage plus proche des nouveaux axes décidés par le CICID et les cadres d'intervention transversaux (Société civile, Action extérieure des collectivités) et sectoriel Eau de l'AFD. ●

Pierre-Marie Grondin
Directeur du pS-Eau

The image features a dark blue background with several lighter blue, curved, overlapping shapes that create a sense of depth and movement. In the center-left, there is a light blue circle. Inside this circle, the French question "Qui sommes-nous?" is written in a white, serif font.

Qui sommes-nous?

Nos missions

comprendre, appuyer et mobiliser

Un réseau au service de la solidarité internationale
dans le domaine de l'eau et de l'assainissement

Le programme Solidarité Eau a été créé en 1984, lors d'un sommet des ministres européens en charge de l'environnement, afin de répondre au défi de la décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement. En près de 30 ans, ses missions sont toujours d'actualité.

Réseau multi-acteurs ouvert à tous, il se donne pour objectif d'accroître le nombre d'usagers ayant accès à des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène pérennes dans les pays en développement (PED) via le renforcement des actions de solidarité internationale.

Comment? En ciblant les acteurs français de la coopération au développement et leurs partenaires dans les PED, en proposant d'une part de renforcer leurs capacités à intervenir en solidarité internationale sur les secteurs eau, assainissement et hygiène, et d'autre part, de mieux mobiliser les différents moyens disponibles.

Trois axes de travail

- **Production de connaissances :**
production d'études techniques et méthodologiques, animation de groupes de travail et d'ateliers de formation
- **Appui-conseil :**
appui à la conception et au montage de projets pour renforcer les capacités des acteurs de coopération, mise en relation avec des partenaires techniques et financiers et organisation de rencontres thématiques et géographiques
- **Mobilisation :**
partage des informations et des connaissances, promotion de la solidarité pour l'eau et l'assainissement, et porter la voix de ses membres dans les débats internationaux

Un réseau

ouvert à tous

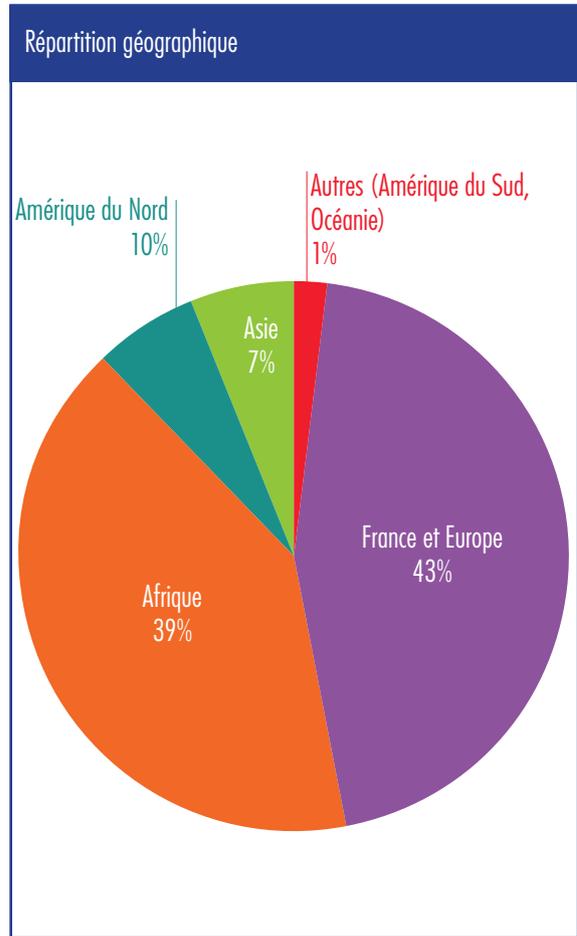
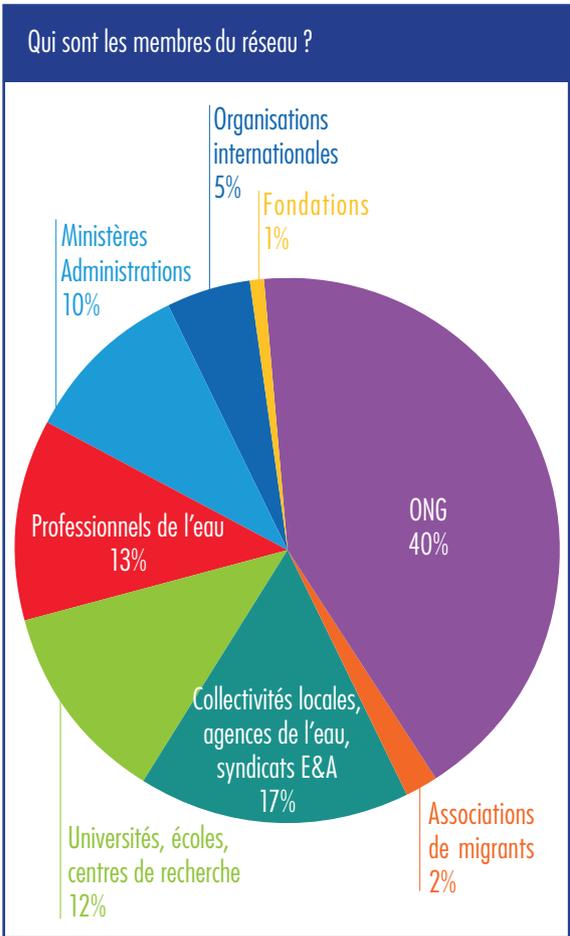
Le pS-Eau est reconnu, au Nord comme au Sud comme un **lieu neutre de concertation** avec les pouvoirs publics, de rapprochement entre les opérateurs, d'appui-conseil et de renforcement des capacités d'intervention dans les domaines de l'eau et de l'assainissement.

Outre une association de **96 membres adhérents** représentatifs de la coopération française dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, le pS-Eau est un réseau d'acteurs regroupant plus de 30 000 correspondants à travers le monde.

Ces acteurs sont représentatifs de la coopération française dans le domaine de l'eau et de l'assainissement : collectivités territoriales, agences de l'eau, organisations de solidarité internationale, associations de migrants, bureaux d'études, entreprises de l'eau, fondations, organismes de formation et de recherche, etc.

Ils travaillent ensemble à l'atteinte de l'Objectif de Développement Durable 6, adopté en 2015 par les Nations Unies, avec une idée forte : celle que son atteinte n'est possible qu'à travers une large concertation et des échanges renforcés entre tous les acteurs, au Nord comme au Sud.





Priorité aux collaborations et aux échanges avec l'Afrique

Les collaborations et les échanges diffèrent selon les acteurs du réseau. On retrouve parmi eux :

- Les acteurs avec lesquels le pS-Eau entretient des collaborations actives et continues : services d'appui-conseil personnalisé, implication dans des travaux de recherche menés par l'association, etc. Les membres adhérents en font partie.
- Les acteurs qui reçoivent régulièrement les informations de l'association, ciblées en fonction de leurs activités (études de capitalisation, opportunités de financement, formations, etc.)

La composition du réseau témoigne de l'engagement du pS-Eau sur les pays africains, conformément aux priorités réaffirmées lors du Comité Interministériel de la Coopération Internationale et du Développement (CICID) du 8 février 2018.

En 2017, 1700 nouveaux correspondants africains ont reçu les informations diffusées par le pS-Eau. 45% d'entre eux sont situés en Afrique de l'Ouest, notamment au Bénin, au Burkina Faso, au Mali, au Niger, au Togo et au Sénégal.

Nos valeurs

et principes d'intervention

En créant des espaces de collaborations et d'échanges, le pS-Eau permet de passer de la « bonne idée » ou de l'envie d'agir à un projet cohérent de coopération. Par la conduite de programmes innovants et l'accompagnement des acteurs de la solidarité dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement, le pS-Eau favorise de meilleures réponses aux demandes des pays les moins bien dotés dans ces domaines.

La charte du pS-Eau

L'adhésion au pS-Eau relève d'un engagement en faveur de l'amélioration des conditions d'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous, ainsi que de l'environnement dans lequel vivent les populations les plus démunies.

Ainsi, les adhérents au pS-Eau partagent tous un ensemble de valeurs et d'objectifs communs défini dans notre charte. Les adhérents s'engagent à travailler ensemble à :

- ❶ **Susciter** l'implication et l'organisation des usagers pour une meilleure maîtrise et un meilleur accès à la ressource en eau
- ❷ **Favoriser** la formation et la sensibilisation à la protection et à la préservation de la qualité de l'eau
- ❸ **Participer** à l'élaboration et au développement de programmes innovants en faveur de l'accès pour tous à une eau saine
- ❹ **Faciliter** le financement de programmes et projets en faveur des populations les plus pauvres
- ❺ **Organiser** la concertation entre les acteurs impliqués sur une même thématique ou une même zone géographique
- ❻ **Promouvoir** la coopération dans le domaine de l'eau auprès des instances de décisions et du grand public
- ❼ **Proposer** l'adoption de cadres institutionnels garants d'une pérennité d'accès à l'eau pour tous



Panorama
2017

Production de connaissances

Améliorer l'accès à la connaissance et la compréhension des enjeux du secteur de l'eau potable et de l'assainissement

Les activités de production de connaissances ont vocation à contribuer à mieux comprendre et partager l'état des savoirs et débats relatifs aux thématiques de l'eau et de l'assainissement dans les pays en développement, notamment sur les aspects techniques, financiers, institutionnels, organisationnels et socio-économiques.

Ces activités se déclinent autour de trois axes d'interventions :

- Assurer une veille scientifique afin d'identifier les nouveaux enjeux pour les services d'eau potable et d'assainissement.
- Approfondir les connaissances par l'animation de groupes de travail thématiques et la conduite de programmes de recherche et en diffuser les enseignements ;
- Participer aux débats internationaux.

● Veille scientifique

Animer un comité scientifique

Depuis plusieurs années, le pS-Eau s'appuie sur un comité scientifique composé d'acteurs variés du secteur de l'eau et de l'assainissement dans les pays en développement : universités, bureaux d'études et acteurs de la solidarité. Le comité scientifique, qui se réunit trois à quatre fois par an, a pour objectif d'appuyer l'équipe dans la fonction de veille sur les actualités du secteur et de débattre des questionnements thématiques issus des activités du pS-Eau.

Cette année, quatre thématiques ont animé les débats :

- les communs, le développement et les services d'eau et d'assainissement ;
- la gestion des eaux pluviales en milieu urbain ;
- l'identification des attentes et besoins thématiques effectuée par le pS-Eau ;
- la diffusion des principes de GIRE au Burkina Faso et ses enjeux.

www.pseau.org/fr/comite-scientifique

Ressources : produire une revue bibliographique de référence

Parce que la production littéraire du secteur est abondante, nous éditons et diffusons chaque année un numéro de la revue Ressources. Cette revue bibliographique comprend une sélection d'ouvrages et d'articles, issus de la littérature anglophone comme francophone, qui ont retenu notre attention. Le n°6 de la revue, publié en juin 2018, s'est focalisé sur les problématiques liées à la gestion de l'hygiène menstruelle, sujet mis en lumière lors de la Journée mondiale de l'hygiène menstruelle le 28 mai. Il a été diffusé à plus de 25 000 contacts.

www.pseau.org/fr/biblio-ressources

● **Thématiques d'approfondissement et diffusion des connaissances**

Assainissement dans les petits centres

Pourtant largement négligés par les décideurs politiques et les bailleurs qui ont tendance à soutenir des programmes ruraux ou les infrastructures des grandes villes, les petits centres constituent une zone d'action stratégique pour la mise en œuvre de l'ODD 6. Le déploiement de filières d'assainissement gérées en toute sécurité pose des défis importants dans ces localités denses mais qui manquent de ressources humaines, techniques et financières.

Si la thématique des petits centres commence à émerger des débats sectoriels, il reste toutefois difficile de trouver de la documentation spécifique aux services d'assainissement dans les petits centres. En 2017, le pS-Eau a investi ce champ d'approfondissement via le lancement du programme de recherche-action Pradalès (cf. activités du réseau pays Sénégal) ainsi que la tenue de deux sessions lors de la Semaine mondiale de l'eau 2017. Ce travail d'approfondissement se poursuivra en 2018 par l'identification d'expériences pertinentes à travers le monde et leur analyse.

www.pseau.org/fr/assainissement-petits-centres

Services d'eau et d'assainissement et changement climatique



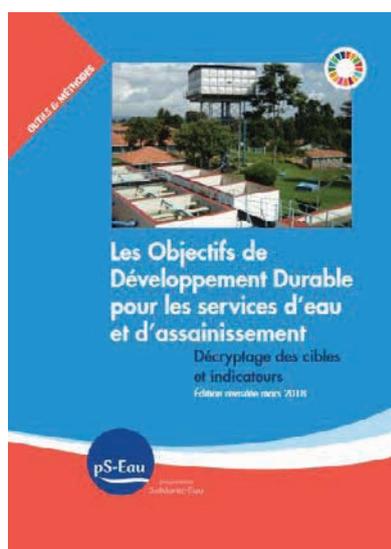
Sollicité par son réseau et conscient de l'importance grandissante de la question climatique pour le secteur de l'eau, le pS-Eau est mobilisé pour approfondir la connaissance et la prise en compte des risques liés au changement climatique dans le développement des services d'eau et d'assainissement dans les pays du Sud.

Depuis 2015, un groupe de travail a été réuni afin de caractériser les liens entre le changement climatique et les services d'eau et d'assainissement. En 2017, deux réunions ont eu lieu en juin et octobre, en amont de la COP23 à Bonn, au cours de laquelle les résultats du groupe de travail ont pu être diffusés via la publication d'un dépliant en anglais et en français. Lors de la COP23, une session a également été animée sur cette thématique sur le pavillon des Iles Fidji.

Au cours de l'année 2017, l'association s'est aussi mobilisée lors de l'évènement LOCs4Africa 2017 (février) ainsi que pendant le Sommet Climate Chance à Agadir (septembre). Ces efforts d'explicitation et de compréhension des impacts du changement climatique ont été globalement très appréciés par les acteurs de l'eau, et se poursuivra en 2018.

www.pseau.org/fr/eau-et-changement-climatique

Mise en œuvre de l'Agenda 2030 : les services d'eau, d'assainissement et d'hygiène et les ODD



Les activités du pS-Eau s'inscrivent directement en lien avec la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et tout particulièrement en ce qui concerne l'ODD 6 et ses trois premières cibles : l'accès de tous à des services d'eau potable et d'assainissement adéquats et gérés en toute sécurité.

En 2017, un guide « Les Objectifs de Développement Durable pour les services d'eau et d'assainissement. Décryptage des cibles et indicateurs » a été publié. Ce guide, qui a pour objectifs de donner des clés de compréhension pour la mise en œuvre des ODD liés aux services d'eau potable et d'assainissement a été largement diffusé au cours de l'année.

L'association a également participé à différentes activités liées aux ODD et a notamment contribué au rapport « Quelle appropriation des ODD par les acteurs non étatiques français ? » réalisé par le Comité 21 en juin 2017.

www.pseau.org/fr/agenda-2030

Intervenir dans des formations universitaires

Des interventions dans des formations universitaires sont également menées pour former les futurs jeunes professionnels de l'eau et de l'assainissement.

Mastère spécialisé URBEAUSEP, EIVP

Le pS-Eau est en charge du module international Mastère spécialisé « gestion des eaux usées et pluviales » (URBEAUSEP) de l'École des ingénieurs de la ville de Paris. Il a conduit ses enseignements pour la 2^e promotion de ce Master en janvier et février 2017.

Mastère spécialisé IEM Eau pour tous, AgroParisTech

L'International executive Master « Eau pour tous » (IEM OPT) s'adresse aux managers et futurs managers de services urbains d'eau et d'assainissement en pays émergents et en développement. Le pS-Eau et le GRET collaborent pour la conception et les enseignements du module « assainissement » de ce master. Pour la promotion 2017, les cours ont été assurés en février 2017 avec des auditeurs tant francophones qu'anglophones.

Participation aux débats internationaux

Avec la COP 23 et la préparation du 8^e Forum mondial de l'eau au Brésil, l'agenda international a été particulièrement intense pour le pS-Eau en 2017.

Les nombreuses rencontres auxquelles le pS-Eau a contribué permettent de diffuser les outils et les réflexions thématiques menées au sein de l'association ainsi que de partager les expériences du monde francophone.

● Suivi post 7^e Forum mondial de l'Eau de Daegu

Le pS-Eau a contribué au suivi de la feuille de route lancée lors du 7^e Forum mondial de l'eau, qui s'est tenu en 2015 à Daegu en Corée du Sud. C'est l'organisation référente pour le suivi de l'objectif 1.2 « assainissement intégré pour tous ». Dans ce cadre, il a contribué aux rapports « Progress Report on Implementation Roadmaps » d'avril et novembre 2017.

● Préparation du 8^e Forum mondial de l'eau de Brasilia

Le pS-Eau a participé à la 2^e réunion préparatoire du Forum fin avril 2017 à Brasilia et il a été retenu en tant que membre du groupe de coordination de la thématique « assainissement intégré pour tous », inclus dans le processus citoyen, en continuité avec son rôle de référent dans le suivi du 7^e Forum mondial de l'eau.

www.worldwaterforum8.org

● 8^e et 9^e réunions de l'initiative de l'OCDE sur la gouvernance de l'eau (WGI) 12–13 janvier 2017 à Rabat, Maroc et 3–4 juillet 2017 à Paris

En tant que membre de *Global coalition for good water governance*, l'association a participé aux 8^e et 9^e réunions de l'Initiative de l'OCDE sur la gouvernance de l'eau (WGI).

En 2017, les travaux de l'Initiative se sont concentrés d'une part sur les indicateurs de gouvernance de l'eau et leur suivi, et d'autre part sur l'identification d'expériences de gouvernance de l'eau. Outre ces deux thèmes de travail, les rencontres ont aussi été l'occasion pour les pays hôtes (Maroc en janvier et France en juin) de présenter leurs modalités de gouvernance de l'eau.

www.oecd.org/cfe/regional-policy/water-governance-initiative.htm

● IWA Water and Development Congress 13–16 novembre 2017, Buenos Aires, Argentine

Ce congrès qui se tient tous les deux ans est la rencontre de l'IWA. Il cible spécifiquement les pays en développement et les pays en transition. Le pS-Eau y a participé et a pu y partager ses réflexions sur le thème de l'assainissement dans les petits centres.

Des pays en développement, mais surtout des pays émergents étaient représentés à ce congrès, en raison du lieu de la conférence (Buenos Aires) qui a permis une forte participation des latino-américains. Quelques acteurs africains étaient présents, en particulier le réseau de l'Association Africaine de l'Eau.

www.waterdevelopmentcongress.org

● Conférence sur la gestion des boues de vidange (FSM4), 19-23 février 2017, Chennai, Inde

La conférence internationale FSM4 a lieu tous les deux ans et réunit les professionnels du secteur de la gestion des boues de vidange. En février 2017, la conférence s'est tenue à Chennai en Inde.

Le pS-Eau y était présent pour assurer un suivi de la thématique, avec un point d'attention spécifique sur les sujets : approches concertées, planification urbaine, gestion des boues de vidange, etc.

fsm4.susana.org

● Semaine mondiale de l'eau, 27 août – 1^{er} septembre 2017, Stockholm, Suède

Le pS-Eau est traditionnellement présent à la Semaine mondiale de l'eau qui se déroule chaque année à Stockholm. Cet

événement international, organisé par Stockholm International Water Institute (SIWI), regroupe les acteurs du secteur de l'eau pour leur permettre d'échanger sur leurs pratiques et leurs activités. Pour cette édition 2017, sur le thème «Eau et déchets: réduire et recycler», deux sessions ont été portées par l'équipe sur l'assainissement dans les petits centres, en partenariat avec la Banque Mondiale, WaterAid, Eawag-Sandec, le réseau SuSanA, GIZ et le GRET. La première session a présenté différentes expériences de développement de la filière assainissement dans des petits centres au Brésil, Éthiopie, Maroc, Madagascar, Mauritanie, Népal, Ouganda et Zambie. La seconde session a facilité des débats sur trois thèmes liés au contexte des petits centres: la viabilité financière des services d'assainissement, les mesures incitatives et le renforcement des capacités des acteurs. Il a également participé à la réunion annuelle du réseau SuSanA (Sustainable Sanitation Alliance) dont il est membre depuis 2013. Le compte-rendu de ces rencontres a été publié sur le site internet et a fait l'objet d'un article dans la Lettre n°84.

www.pseau.org/fr/observatoire/international/grands-rdv/stockholm-www

Conférences en lien avec le changement climatique: COP22 et Climate Chance

L'implication dans les processus internationaux de lutte contre le changement climatique s'est poursuivie cette année. La place des services d'eau et d'assainissement dans la question climatique a notamment été questionnée.

● Congrès LoCS4Africa 20–23 mars 2017, Boksburg, Afrique du Sud

Du 22 au 24 mars, le congrès LoCS4Africa («Local Climate Solutions for Africa») s'est tenu en Afrique du Sud. Ce congrès qui démarrait le jour de la Journée mondiale de l'eau était ciblé sur «Eau pour les villes». Le pS-Eau y est intervenu pour partager ses réflexions sur le thème des services d'eau et d'assainissement face au changement climatique.

locs4africa.iclei.org

● Désertif'actions, 27–28 juin 2017, Strasbourg

L'édition 2017 de Désertif'actions, le sommet international des acteurs non-étatiques actifs dans le domaine de la dégradation des terres avait pour thème «Terre et climat: le temps d'agir!». Dans ce cadre, un atelier a été animé sur la gestion de l'eau, qui a permis d'aborder la question de la concurrence entre les divers usages de l'eau face à la précarité de la disponibilité de la ressource.

www.desertif-actions.fr

● Atelier international Génie écologique et changement climatique, 20–22 septembre 2017, Paris

L'AESN et l'AFD, en partenariat avec l'AFB, l'IDDRI, l'UICN et le PFE, ont organisé un atelier international sur le thème «Génie écologique et risques climatiques» en perspective de la COP23 et du 8e Forum mondial de l'Eau. Le pS-Eau y a co-animé, avec le GRET et l'IRSTEA, un groupe de travail sur les territoires urbains soumis aux inondations en Afrique.

www.water-climate-workshop.com

● Climate Chance

11–13 septembre 2017, Agadir, Maroc

Le Sommet *Climate Chance*, qui réunit les acteurs non-étatiques engagés dans la lutte contre le changement climatique, s'est tenu à Agadir du 11 au 13 septembre 2017. Le pS-Eau y était présent et a animé un atelier sur le thème des services d'eau et d'assainissement face au changement climatique.

climatechance-2017.com

● COP23

6–17 novembre 2017, Bonn, Allemagne

La COP23 s'est tenu du 6 au 17 novembre à Bonn, sous la présidence des Iles Fidji. Les acteurs de l'eau étaient mobilisés pour plaider l'importance de la thématique dans les mesures d'adaptation et d'atténuation, notamment lors de la journée dédiée à l'eau le 10 novembre. Présent dans le cadre de ses activités de veille sur les enjeux liés aux impacts du changement climatique sur les services d'eau et d'assainissement, le pS-Eau a animé une session sur le pavillon des Iles Fidji.

www.pseau.org/fr/conference-des-parties-cop

Christophe Le Jallé le-jalle@pseau.org

Colette Génévaux genevaux@pseau.org

Appui-conseil

Renforcer les compétences et améliorer la cohérence des actions

Les acteurs français engagés en coopération sont toujours nombreux et diversifiés (collectivités territoriales, agences de l'eau, associations, diasporas, ONG, fondations, etc.) sur des projets de plus en plus ambitieux.

L'efficacité globale des actions menées est étroitement liée :

- à la capacité des intervenants à concevoir, sélectionner et mettre en œuvre des actions de qualité ;
- à la mise en cohérence de l'ensemble des actions, en particulier vis-à-vis des cadres sectoriels et des stratégies de développement des pays d'intervention.

Pour y contribuer, le pS-Eau renforce son dispositif d'accompagnement à travers une gamme complète de modalités d'appui-conseil

(conception, financement, conduite et suivi d'opérations) et une consolidation de partenariats territoriaux noués avec les réseaux régionaux multi acteurs, les métropoles, les agences de l'eau et les réseaux régionaux multi-acteurs (RRMA).

Accueillir et accompagner les acteurs français de la coopération

Accompagner les porteurs de projets

L'accompagnement des porteurs de projets peut se situer au niveau de la conception du projet (appui technique et méthodologique), au niveau du montage du projet (identifier les partenaires techniques et financiers, formuler une demande de financement) ou encore au niveau du suivi du projet et du suivi post-projet.

Accompagner les partenaires financiers

L'accompagnement des partenaires financiers peut comprendre tant la définition d'une stratégie d'intervention (où intervenir ? quelles actions financer ?, etc.) que la manière de la mettre en œuvre (comment appliquer la loi Oudin ?, animer un comité d'instruction ?, évaluer un projet ex-ante ?, etc.).

Synthèse des activités d'accompagnement

- Accueil (téléphone, mail, entretien) de près de **160 acteurs** de la coopération décentralisée et non gouvernementale.
- Accompagnement de collectivités et acteurs associatifs (**une centaine**) pour solliciter les fonds de soutien publics ou privés et répondre aux appels à projets européens, nationaux et locaux.
- Appui à la mise en place ou le fonctionnement de fonds de soutien (agence des microprojets, Praosim/Forim, Grand Lyon, Bordeaux Métropole, région Pays de la Loire, Ycid).
- Relai des appels à projets, notamment de la DAECT et des agences de l'eau.
- Travail d'accompagnement spécifique des associations de migrants notamment d'origine malienne et sénégalaise.
- Organisation de réunions techniques (**une vingtaine**) à Paris et en régions, pour informer les acteurs sur des thématiques spécifiques.
- Organisation de réunions d'information à destination des collectivités locales sur la mise en application de la loi Oudin et le pilotage de projets de coopération décentralisée.
- Participation aux groupes pays de Cités Unies France et apport de contributions sur les politiques sectorielles de l'eau et de l'assainissement dans différents pays.
- Élaboration de guides méthodologiques à l'attention des porteurs de projets.
- Organisation et animation de formations pour renforcer les capacités des acteurs dans le domaine de l'eau et l'assainissement.



Accompagnement de l'équipe d'Aquassistance

Outiller les acteurs français de la coopération

En 2017, la mise à disposition d'outils s'est traduite par des activités nouvelles, axées sur la capitalisation d'expériences.

• Fiches pays et fiches thématiques

Les «fiches pays» présentent de manière synthétique les informations qu'il est essentiel de connaître avant d'intervenir dans le secteur eau et assainissement dans un pays donné. Une vingtaine de fiches actualisées sont disponibles : www.pseau.org/pays

Elles portent sur les principaux pays d'intervention des acteurs français de coopération (Bénin, Burkina Faso, Haïti, Madagascar, Mali, Maroc, Niger, Sénégal), mais aussi d'autres pays tels que Burundi, Cambodge, Cameroun, Congo, Équateur, Guinée, Laos, Mauritanie, Palestine, RDC, Togo, etc). En 2017, une nouvelle série de fiches thématiques est proposée :

- Renforcer la commune dans l'organisation des services d'eau potable et d'assainissement ;
- L'hygiène et l'assainissement en milieu scolaire.

www.pseau.org/fr/recherche-developpement/production

• Suivi-évaluation

En 2017, l'équipe du pS-Eau a conduit 7 missions de suivi-évaluation de projets, 5 en partenariat avec la Métropole de Lyon (2 à Madagascar, 1 au Togo, 1 au Bénin et 1 au Burkina Faso), 1 au Togo pour le compte de l'agence de l'eau Artois Picardie, et 1 au Mali en lien avec Aquassistance. Chaque mission fait l'objet d'une restitution avec les parties prenantes des opérations évaluées.

• Capitalisation

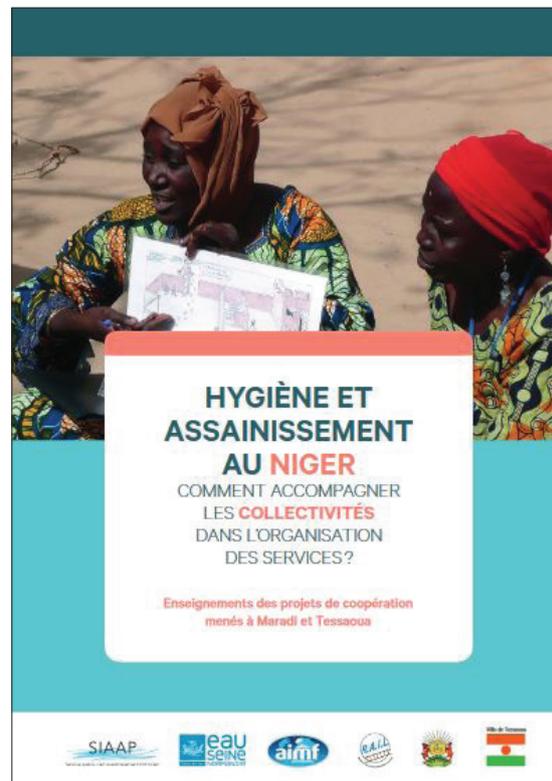
En réponse à de nombreuses demandes, un travail d'appui dédié à la capitalisation des pratiques a été fourni en 2017. Avec notamment : Interaide sur la maintenance des points d'eau dans leurs pays d'intervention, Guinée 44 sur le projet EduKindia d'éducation à l'hygiène en milieu scolaire, et enfin avec la capitalisation des projets PHAT et PHAM menés à Tessaoua

et Maradi avec l'AIMF et le SIAAP au Niger en appui aux collectivités pour l'organisation du service public d'assainissement. Cet appui méthodologique a abouti à la production d'un rapport et d'une vidéo.

Ces activités vont se prolonger en 2018 avec de nouvelles demandes déjà identifiées et autour de deux études programmées, l'une portant sur l'analyse de l'implication des collectivités françaises, l'autre portant sur la définition de critères et indicateurs d'impacts pour l'évaluation des interventions.

• Sessions de formation

Chaque année, des sessions de formation sont animées auprès de différents publics. En 2017, un travail important de sensibilisation aux ODD a été assuré pour une large appropriation de ces nouvelles références. Un module dédié à la gestion des infrastructures a été renforcé en partenariat avec Aquassistance. **Le nombre de ces sessions est significatif (13)**. Ces formations sont désormais presque systématiquement organisées en collaboration étroite avec les réseaux régionaux multi-acteurs (RMMA).



Partenariats territoriaux par région et bassin

L'accompagnement des initiatives locales et l'animation à l'échelle des territoires est une orientation stratégique confirmée du pS-Eau. Au cours de l'année 2017, les partenariats engagés avec des collectivités et agences de l'eau ont été confirmés, avec la Métropole de Lyon, la région Auvergne-Rhône-Alpes, la région Bretagne, les départements du Val-de-Marne et des Yvelines, les agences de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, Adour-Garonne, Rhin-Meuse, Artois Picardie et Seine-Normandie.

Des collaborations actives sont en cours: Métropole d'Aix Marseille, Toulouse, Bordeaux.

Aux niveaux stratégique et opérationnel, les partenariats avec les réseaux régionaux multi-acteurs ont été renforcés et formalisés autour de programmes d'animations territoriales et de production d'outils conjoints.

À l'échelle de ces territoires et bassins, des actions spécifiques ont été conduites et de nombreux acteurs ont été accompagnés.

Avec la région Bretagne, promouvoir la solidarité active

La dynamique en matière de solidarité internationale est très ancrée. **Près d'une vingtaine de projets ont été initiés en 2017.** Grâce à un partenariat renouvelé avec la région Bretagne, le travail d'accompagnement et de valorisation des initiatives a pu être conduit à travers plusieurs animations territoriales.

Échanger sur l'accès à l'eau et l'assainissement à Madagascar à Quimper

Organisée en partenariat avec le conseil départemental du Finistère, la rencontre a été co-animée avec le Gret qui dispose d'une longue expérience à Madagascar. L'atelier qui a réuni une vingtaine de collectivités et d'associations a permis des partages d'expériences relatifs aux modalités pratiques d'intervention sur le terrain.

Former les acteurs morbihannais à Lorient

Organisée en partenariat avec le Centre de ressources départemental pour la Solidarité Internationale (CRISIA), la formation « Concevoir et financer un projet d'accès à l'eau potable » a contribué à renforcer les capacités des associations de solidarité internationale du département dans le montage de projets, sur le plan méthodologique, technique et financier.

Carrefour des gestions locales de l'eau à Rennes

Rendez-vous d'envergure nationale du secteur de l'eau porté par la région Bretagne, le Carrefour des gestions locales de l'eau rassemble de nombreux acteurs publics et privés du secteur. Depuis quatre ans, le pS-Eau y assure la promotion de la solidarité internationale. En 2017, l'atelier thématique sur la filière de l'assainissement dans les pays en développement a réuni près de 70 participants.

Journée mondiale de l'eau 2017 à Brest

Le pS-Eau apporte son appui à la métropole pour l'organisation et l'animation de la Journée mondiale de l'eau à Brest. Célébrée pour la première fois en 2016 avec la signature de la Charte des Élus de l'eau par quatre élus de la ville et de la métropole, l'évènement permet la mobilisation des associations de solidarité internationale du territoire pour sensibiliser le grand public aux enjeux de l'accès à l'eau dans le monde.

Festival des Solidarités à Saint-Brieuc

Un débat *Jeudi du pS-Eau* a été organisé en partenariat avec la ville de Saint-Brieuc. Les acteurs associatifs et le grand public du département y ont été conviés pour aborder la question de l'accès à l'eau dans les situations de crises (politique, climatique et/ou migratoire).

Sylvette Milin milin@pseau.org

En région Rhône Alpes, analyser pratiques et potentialités

Une étude a été engagée en 2016 afin d'approfondir la réflexion sur le lien entre acteurs économiques et acteurs de solidarité internationale : «quelles synergies créer, renforcer?». Ce travail s'est poursuivi en 2017 avec la tenue d'un atelier de restitution de l'étude à Lyon et sera approfondi en 2018.

Au cours de l'année 2017, d'autres rencontres thématiques et géographiques ont également été co-organisées avec le Resacoop : une journée d'échanges sur l'accès à l'eau potable au Burkina Faso (juillet), une réunion sur le thème «Promotion et gestion durable de l'hygiène et de l'assainissement en milieu scolaire» (septembre) et une journée d'informations sur l'accès à l'eau potable au Togo (octobre).

Philippe Mouton mouton@pseau.org

En région Occitanie, organiser des activités conjointes

Au cours de l'année 2017, le partenariat avec le réseau régional multi-acteurs Occitanie Coopération s'est lui aussi poursuivi avec l'organisation conjointe de différentes activités, notamment d'animations et de formations.

Optimiser les projets d'accès à l'eau potable et à l'assainissement : du partenariat au financement

Un atelier a été organisé dans le cadre de l'Agora des coopérations et des solidarités internationales le 9 novembre 2017 à Montpellier, en partenariat avec Occitanie Coopération et l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse.

Formation à la conception de projet

Deux formations ont été organisées avec Occitanie Coopération : une à Perpignan le 7 septembre, puis une autre à Nîmes le 23 novembre 2017.

En Nouvelle-Aquitaine, formation et animation

Au cours de l'année 2017, le partenariat technique avec le réseau régional multi-acteurs SO Coopération s'est poursuivi afin de renforcer l'accompagnement local des acteurs de solidarité.

Former au montage de projets

En partenariat avec SO Coopération, le pS-Eau a animé une formation au montage de projets de solidarité Eau le 9 novembre 2017, à Bayonne.

S'impliquer dans l'appel à projets de Bordeaux Métropole

En 2017, le pS-Eau a participé au comité de sélection de l'appel à projet 2017 aux côtés d'élus bordelais et métropolitains (le 10 mars). 25 projets ont fait l'objet d'une instruction ; 10 ont été sélectionnés. Parmi eux, 40% étaient portés par des acteurs associatifs et des collectivités du bassin.

Guillaume Aubourg aubourg@pseau.org

Béatrice Turlonnias turlonnias@pseau.org



Atelier sur la filière de l'assainissement dans les PED au Carrefour des gestions locales de l'eau à Rennes, avec la région Bretagne

Des partenariats consolidés avec les agences de l'eau

Avec l'agence Rhône Méditerranée Corse

Le bassin Rhône Méditerranée Corse (AERMC) regroupe de nombreux territoires et grandes régions issues de la réforme territoriale de 2016 : Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté, Occitanie et Paca. Plus de 140 collectivités territoriales engagées en coopération et solidarité internationale dans les domaines de l'eau et de l'assainissement travaillent avec les acteurs associatifs (associations de bénévoles, comités de jumelage, associations de migrants, ONGs spécialisées), également nombreux et actifs sur le bassin.

Une convention cadre de partenariat entre le pS-Eau, l'AERMC et les 4 réseaux régionaux multi-acteurs Bourgogne Franche-Comté International, Resacoop, Occitanie Coopération et Territoires Solidaires est entrée en vigueur en 2017, en vue de mener un programme d'actions et d'animation territoriale conjoint, articulé sur l'ensemble du bassin.

Accompagner les acteurs de la coopération du bassin et échanger sur les projets

- Près de 60 acteurs ont bénéficié d'un accompagnement du pS-Eau sous la forme d'un appui-conseil individuel ou collectif, telles que des formations méthodologiques à la conception de projets ;
- 3 formations à la conception de projets ont été assurées ;
- 8 ateliers d'échanges d'expérience et de capitalisation des pratiques ont été réalisés, dont 5 avec une entrée thématique et 3 avec une entrée géographique (réunions d'information et d'échanges sur le secteur de l'eau, de l'assainissement et de la GIRE au Burkina Faso, au Togo et au Sénégal).

Promouvoir la solidarité internationale

4 réunions locales dédiées à la promotion de la solidarité internationale et de la loi Oudin-Santini ont été assurées :

- Un guide de la coopération internationale eau et assainissement spécifique à la région PACA a été produit avec Territoires Solidaires ;

- Une rubrique spécifique « eau et assainissement » a été réalisée sur le site web du Resacoop à destination des acteurs en Auvergne Rhône-Alpes ;
- Une dizaine de collectivités ont été mobilisées et accompagnées en vue de mettre en place une stratégie ou un projet de coopération ;
- 4 collectivités ont concrétisé leur volonté d'agir : Saint-Cyr en mont d'Or, Tassin la demi-lune, Fontaines sur Saône et Bourg en Bresse.

Soutien à l'animation de plateformes géographiques

L'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, en lien avec l'Agence française de développement, soutient les activités géographiques du pS-Eau : Liban (Lewap), Madagascar (Ran'Eau), Bénin et Togo (programme Mono).

Philippe Mouton mouton@pseau.org

Avec l'agence Adour-Garonne

Mobilisation renforcée des acteurs du bassin

En 2017, pour intensifier l'appui aux acteurs du bassin et proposer un accompagnement de proximité renforcé, une réflexion collective a été engagée entre l'agence de l'eau, le pS-Eau et les deux réseaux régionaux multi acteurs Occitanie Coopération et SO Coopération.

Amorçage d'une dynamique Adour Garonne – Fleuve Sénégal

L'année est également marquée par l'amorçage d'une animation géographique centrée sur le bassin du fleuve Sénégal. De nombreux intervenants du bassin agissent sur ce territoire sur lequel l'agence de l'eau est engagée de longue date en partenariat avec l'Office de mise en valeur du Fleuve Sénégal, institution inter étatique de gestion d'un bassin fluvial frontalier.

L'organisation à Toulouse le 30 janvier de l'atelier « Accès à l'eau potable et à l'assainissement dans le bassin du Fleuve Sénégal, quelles actions mener? » a confirmé l'intérêt de la démarche. Les débats en présence de représentant de l'OMVS et de l'OFOR du Sénégal ont en effet favorisé l'interconnaissance entre acteurs et sensibilisé ceux-ci à l'intérêt de l'approche intégrée de la gestion des ressources en eau. L'agence Adour-Garonne et le pS-Eau entament un programme d'activités pluriannuelles.

Guillaume Aubourg aubourg@pseau.org

Soutien à l'animation de plateformes géographiques

L'agence de l'eau Seine-Normandie, en lien avec l'Agence française de développement, soutient les activités géographiques du pS-Eau : Liban (Lewap) et Burkina Faso (Actea).

Guillaume Aubourg aubourg@pseau.org

Avec l'agence Seine-Normandie

En 2017, le pS-Eau a maintenu ses relations de proximité avec les collectivités territoriales et les associations de solidarité du bassin, grâce au soutien de l'agence de l'eau Seine-Normandie (AESN) et avec les départements du Val-de-Marne et des Yvelines. Le pS-Eau a accompagné les acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale sur le bassin.

Accompagner les acteurs du bassin

En complément à l'accompagnement individualisé aux porteurs de projets, le pS-Eau a organisé ou participé à de nombreuses rencontres d'information :

- Participation aux ateliers « Travailler ensemble » lors de la rencontre « Agir ici et là-bas : solidarité internationale en Val de Marne » (IEDES Nogents-sur-Marne, 13 juin).
- Animation d'une table ronde sur le thème « L'eau, une chance pour la paix », organisée par le département du Val-de-Marne (Créteil, 21 septembre).
- Intervention au Forum international organisée par l'agence de l'AESN destiné aux collectivités et partenaires de l'agence situés principalement dans les départements de l'Aisne, des Ardennes et de l'Oise (Compiègne, 19 octobre).

Le pS-Eau a participé à la préparation et à l'animation d'évènements organisés sur le bassin dans le cadre de la Journée mondiale de l'eau et de la Semaine de la solidarité internationale.

OSIM'Eau, un nouveau dispositif Eau – Diapora - Sahel

Conformément aux orientations politiques de l'aide publique française, qui réaffirment :

- une concentration de l'aide autour de la réalisation des Objectifs de Développement Durable (dont ODD 6 pour l'eau) et de l'Accord de Paris sur le climat
- une attention particulière pour l'Afrique et notamment pour le Sahel, zone de crises et de vulnérabilités (politiques, climatiques, etc.)
- la reconnaissance du rôle des diasporas africaines en France dans le développement du continent africain

Le pS-Eau, avec le soutien de l'agence de l'eau Seine-Normandie, a renforcé à partir de 2017 son offre d'accompagnement dédié aux diasporas sahéliennes avec :

- un appui méthodologique à travers du conseil technique, une identification de partenaires, une aide à la formulation, etc.
- un appui à la mobilisation de financements, notamment auprès de l'AESN.

Près d'une trentaine d'associations a ainsi été accompagnées.

Avec l'agence Rhin-Meuse

Sur le bassin Rhin-Meuse, le pS-Eau a effectué en 2017 des activités d'accompagnement à distance de porteurs de projets et a engagé un partenariat avec le Gescod.

Le dialogue stratégique avec le Gescod, réseau régional multi-acteurs issu de la fusion des trois RRMA existants avant la réorganisation territoriale de la région Grand Est, a également été relancé.

La réunion institutionnelle du réseau Ran'Eau s'est tenue cette année le 13 décembre à Mulhouse. Le choix d'inscrire ce rendez-vous majeur du réseau dans la dynamique en cours sur le Grand Est traduit la volonté de l'agence de l'eau de poursuivre la mobilisation d'un maximum d'acteurs de la coopération en collaboration avec le Gescod.

Outre le rassemblement des acteurs régionaux, cet événement a été l'occasion de faire se rencontrer la diversité d'acteurs intervenant à Madagascar afin d'échanger sur les réponses que l'on peut apporter aux principales problématiques du développement de l'accès à l'assainissement.

Guillaume Aubourg | aubourg@pseau.org

Avec l'agence Artois-Picardie

Les acteurs du bassin ont été mobilisés sur la thématique de la solidarité pour l'eau et l'assainissement dont une des traductions est l'appui et la participation aux réseaux géographiques Sénégal et Madagascar (Ran'Eau).

À Madagascar sur le terrain et au Sénégal

Le réseau Ran'Eau est soutenu par l'agence de l'eau Artois Picardie. Fait majeur, une délégation de membres du comité de bassin et de l'agence de l'eau Artois Picardie s'est rendue à Madagascar (7 au 14 juillet). Durant la mission, la délégation a pu participer à différents événements et rencontrer les acteurs institutionnels malgaches dont le ministre, des élus et des opérateurs locaux.

En 2017, suite à une mission d'expertise réalisée en 2016, l'agence soutient les activités du réseau géographique Sénégal.

Échanger et mobiliser sur l'action internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement

Plusieurs activités ont été réalisées sur le bassin Artois-Picardie. Parmi elles :

- Rencontre technique des acteurs de la solidarité internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, organisée par l'agence de l'eau Artois Picardie (9 mars) ;
- Mobilisation lors de la Journée mondiale de l'eau à Saint-Omer avec l'Agence d'Urbanisme et de Développement du Pays de Saint-Omer (22 mai) ;
- Participation au groupe de travail « Action internationale » à Douai (24 octobre).

Guillaume Aubourg | aubourg@pseau.org

Des espaces de dialogue renforcés sur 9 pays ciblés

Afin de partager les expériences et de mettre en cohérence les actions avec les cadres sectoriels nationaux des pays d'intervention, le pS-Eau anime des « réseaux-pays » sur les principaux territoires d'intervention de la coopération décentralisée et non gouvernementale française, en Afrique et sur le pourtour méditerranéen : Mali, Sénégal, Niger, Burkina Faso, Bénin, Togo, Madagascar, Maroc, Liban.

L'animation de ces réseaux-pays est réalisée en lien étroit avec les principaux acteurs qui interviennent dans chacun de ces pays : les services techniques des États, les associations de municipalités, les Instituts français, les agences de coopération, les ONGs spécialisées, etc.

Pour chacun de ces pays, l'animation du réseau consiste à :

- **Assurer le recensement des acteurs** qui interviennent et l'expertise mobilisable : porteurs de projets, partenaires techniques et financiers, bureaux d'études et entreprises ; ainsi que celui **des opérations** menées. Ces informations alimentent l'annuaire et l'atlas numérique du pS-Eau. Ce recensement quantitatif est dans certains cas complété par une analyse qualitative des actions menées par la coopération décentralisée et non gouvernementale française.
- **Organiser des espaces d'échanges** entre les intervenants, en France en présence de partenaires du Sud, et au Sud.
- **Assurer un dialogue** régulier avec les autorités nationales en charge du secteur, axé sur la diffusion de la stratégie sectorielle nationale et sur la prise en compte et l'appui aux initiatives de la coopération décentralisée et non gouvernementale française.
- **Diffuser régulièrement de l'information** aux acteurs français intervenant dans le pays à travers des mailings, des newsletters régulières et la tenue à jour de pages web « pays ».
- **Réaliser des outils** spécifiques à un pays pour faciliter l'intervention dans le secteur : fiches et guides pays.

Sur les autres pays d'intervention de la coopération française, le pS-Eau assure par ailleurs une veille et organise ponctuellement des réunions d'échanges ou des missions d'expertise en fonction de la demande.



Madagascar

Ran'Eau: renforcer les collaborations

Le réseau **Ran'Eau**, co-animé avec l'ONG malgache CITE, entame la première année d'un nouveau programme triennal (2017-2019) autour de trois grands axes: faire échanger les acteurs et partager les expériences, accompagner les initiatives et renforcer des collaborations.

Diverses activités ont été menées :

- **Inventaire des acteurs et des projets sur le terrain, collecte et diffusion d'informations sectorielles**
- **Partage d'expériences et valorisation des initiatives :** de nombreux temps d'échanges ont été organisés à l'échelle nationale et régionale, aussi bien à Madagascar qu'en France. Ces différents moments de partage auxquelles ont été associées les autorités locales et nationales ont constitué des occasions privilégiées pour des rencontres et débats sur les pratiques et principales problématiques rencontrées: l'option pompage solaire, l'organisation des services communaux, promotion de l'assainissement, et de l'hygiène scolaire.
- **Groupes de travail et capitalisation d'expériences :** afin de répondre aux demandes ciblées, des groupes de travail ont été animés autour de quatre thématiques et seront poursuivies en 2018 : qualité de l'eau, gestion des déchets solides, suivi technique et financier, gestion des boues de vidange.
- **Mise à disposition d'outils :**
 - o Une étude «Retours d'expériences sur l'utilisation des kits portables d'analyse de l'eau » : menée par deux stagiaires de l'Université d'Antananarivo.
 - o Formations à destination des représentants de communes, des Directions régionales de l'Eau et des médias.
 - o Élaboration et diffusion d'émissions de radios consacrées aux problématiques de l'eau et adaptées au contexte local.

Enfin, les collaborations entre les porteurs de projets non gouvernementaux et les autres acteurs institutionnels ont été renforcées :

- **Accueil d'une délégation :** Du 7 au 14 juillet, la délégation de l'agence de l'eau Artois Picardie a pu participer à différents événements et échanger avec des acteurs malgaches.
- Le partage avec l'administration des informations sur les projets de coopération décentralisée et non gouvernementale a contribué à la programmation sectorielle par région (budget programme par objectif régional) et alimenté la base de données du ministère de l'Eau, de l'Énergie et des Hydrocarbures (MEEH).
- **En préparation des 2^e Assises de l'action internationale des collectivités malgaches et françaises,** une mobilisation a été menée par le réseau Ran'Eau et ses membres pour que la thématique Eau fasse l'objet d'un atelier spécifique lors de l'événement. L'organisation et le cadrage de l'atelier ont été faits avec des collectivités cheffes de files : Métropole de Lyon, CU Fianarantsoa, région Analamanga (les assises ont finalement été reportées au mois de mars 2018).

Plus d'informations : www.raneau.org

Liana Rajaonary rajaonary@pseau.org



Burkina Faso

Intensifier les activités sur le réseau ACTEA

En 2017, avec le soutien renouvelé de l'AESN et du MEAE, le pS-Eau a poursuivi l'appui au réseau ACTEA (réseau des acteurs de l'eau et de l'assainissement au Burkina Faso) en prenant en compte le bilan et les recommandations issus de la première année.

L'animation d'ACTEA repose sur un partenariat entre le pS-Eau et l'ACDIL qui héberge l'animateur du réseau à Ouagadougou.

L'implication du pS-Eau dans l'animation du réseau comprend un accompagnement de l'animateur dans ses missions et un appui dans la réalisation des activités, en lien avec les membres du comité de pilotage. En 2017 :

- **Accueil d'une délégation de partenaires burkinabè en France et participation à deux rencontres** en présence d'une centaine de porteurs de projets

- **Réalisation de deux ateliers thématiques** au Burkina :
 - o Atelier d'échanges sur la maîtrise d'ouvrage communale des services d'eau et d'assainissement, organisé à Bobo-Dioulasso les 25 et 26 janvier 2017

- o Atelier d'échanges sur les différents modes de gestion des AEP simplifiées, organisé les 28 et 29 juin 2017 à Kaya. Au cours de l'année, la question de la gestion des mini-réseaux d'eau a par ailleurs, fait l'objet d'un travail spécifique par ACTEA.

Pour chacune de ces sessions et parallèlement aux échanges (débat en plénière et travaux de groupe), une visite de site a été organisée.

- **Mise à jour régulière des outils du réseau pour faciliter la circulation de l'information :**

- o Le site internet spécifiquement dédié à ACTEA a été régulièrement alimenté : actualités, mise à disposition de documents ressources, etc.

- o Deux newsletters ont été envoyées à l'ensemble du réseau d'acteurs intervenant dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement au Burkina Faso (soit environ 1 000 personnes). Elles ont vocation à partager les actualités du secteur : évolution du cadre institutionnel, agenda, compte-rendu de rencontres susceptibles d'intéresser certains acteurs etc.

- o La base de données du pS-Eau (accessible à partir du site ACTEA) a fait l'objet d'une alimentation et d'une actualisation en continu. Une soixantaine de nouveaux projets ont été enregistrés dans la base ainsi qu'une cinquantaine de nouveaux acteurs. L'ensemble des projets recensés a été transmis aux directions centrales de l'assainissement et de l'eau potable afin qu'elles soient informées des projets menés en partenariat avec les acteurs français de coopération.

Le comité de pilotage du réseau s'est réuni à plusieurs reprises en 2017 afin d'entretenir la dynamique et l'implication des partenaires.

Plus d'informations : www.actea.org

Béatrice Tourlonnias tourlonnias@pseau.org



Mali

Cibler des démarches collectives efficaces

Les initiatives de solidarité internationale pour l'eau, l'hygiène et l'assainissement connaissent une forte reprise ces deux dernières années au Mali.

Le pS-Eau a accompagné cette dynamique en 2017, à travers des activités d'appui-conseil notamment auprès de la diaspora, et autour de démarches de mutualisation pour une plus grande efficacité des actions.

- **Réunions d'échanges et de partages d'expériences**: animation, avec des interventions d'Eau Vive et de SEVES, de l'atelier «projets Eau et Assainissement au Mali, initiatives et enjeux» à l'occasion du séjour en France des élus et techniciens municipaux partenaires de la ville de Montreuil (29 novembre).

- **Mission de terrain au Mali (Bamako, Kita, Kayes)**, du 14 au 27 octobre.

- o Suivi post réalisation de 5 projets d'AEP dont 2 sites en exploitation fonctionnelle depuis 3 ans (projet Guémoukouraba – Aquassistance/migrants);

- o Dialogue avec la direction nationale de l'hydraulique et les directions régionales de Kayes (Eau et assainissement) autour des orientations stratégiques et programmes d'investissement en cours.

- **Mobilisation pour l'assainissement rural**

Une réflexion collective a été engagée autour d'une stratégie d'intervention en matière d'assainissement en zone rurale. À la suite d'une première rencontre à l'initiative du SIAAP (19 avril) réunissant les municipalités d'Ivry, Gentilly et Montreuil, plusieurs séances de travail ont permis de réunir des éléments de diagnostic en vue de la conception en 2018 d'un programme réunissant plusieurs collectivités franciliennes et maliennes.

- **Appui individualisé**: poursuite de l'accompagnement d'une trentaine d'associations issues de la diaspora (plusieurs financements complets ou partiels obtenus) et organisation d'une campagne groupée d'études hydrogéologiques et de forages en région de Kayes.

- **Finalisation du processus Livre bleu Mali** (SIE - Fondation Veolia): participation à la publication et valorisation du livret de synthèse.

Plus d'informations : www.pseau.org/mali

Guillaume Aubourg aubourg@pseau.org



Niger

Accompagner les collectivités territoriales nigériennes

Les activités du réseau Niger ont été placées en 2017 sous le signe du transfert des compétences eau et assainissement aux collectivités territoriales nigériennes.

Plusieurs temps forts, au Niger et en France, ont jalonné l'année :

- **Participation aux Journées de l'Association des Municipalités du Niger** le 27 avril 2017 à Niamey. Le thème central était : « Transfert des compétences et des ressources de l'État aux communes : rôles et responsabilités des différents acteurs concernés ».
- **Organisation de la Journée annuelle du réseau Niger** le 17 novembre, à Paris. Rassemblant les associations et collectivités françaises impliquées pour l'eau et l'assainissement au Niger, les échanges ont porté sur le thème « Comment accompagner les collectivités dans l'organisation des services d'eau potable et d'assainissement? ». À cette occasion, le pS-Eau avait

convié plusieurs collectivités territoriales et partenaires nigériens, dont notamment des parlementaires et des élus et techniciens des municipalités de Kornaka, Illéla, Tessaoua, Maradi et Dogondoutchi.

Ces débats ont permis de mettre en perspective les travaux de capitalisation menés par le pS-Eau sur les projets de coopération du Conseil départemental du Val-de-Marne avec la ville de Zinder et ceux du Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP) et l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF) avec les villes de Maradi et Tessaoua.

Ces travaux ont donné lieu à l'élaboration d'un film et d'un livret de capitalisation sur les projets de coopération menés à Maradi et à Tessaoua.

Plus d'informations : www.pseau.org/fr/niger

Béatrice Turlonnias turlonnias@pseau.org



Sénégal

Un dispositif renforcé et un nouveau programme assainissement mobilisateur

L'année 2017 a été marquée par le lancement du **Programme de recherche-action pour le développement de l'assainissement dans les localités intermédiaires du Sénégal (Pradalis)**. Conçu en réponse à un appel à projets de l'Union européenne, Pradalis est piloté par le pS-Eau et associe sur 18 mois plusieurs ONG (Eau-Vive, le Gret et le Congad) ainsi que l'Institut des sciences de l'environnement de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

Son objectif : mobiliser les acteurs locaux et les outiller pour améliorer la prise en charge de l'assainissement sur l'ensemble des maillons de la filière dans les localités de 5 000 à 30 000 habitants. La première phase, lancée en 2017, consiste à établir un diagnostic sur les enjeux et les défis de la filière assainissement dans les localités ciblées ainsi qu'à dresser une analyse des leçons tirées des expériences identifiées.

2017 est également marquée par la montée en puissance du dispositif d'animation mis en place dès 2016 en France et au Sénégal (grâce au soutien de l'agence de l'eau Artois Picardie). Une quarantaine d'opérateurs

diversifiés ont bénéficié de l'appui assuré en France et/ou au Sénégal pour des informations, une mise en relation, de la documentation, un appui-conseil individualisé. La mise à disposition des informations s'est aussi traduite par la rédaction d'une newsletter diffusée à 3500 contacts en France et au Sénégal ainsi que par l'enrichissement des outils numériques en ligne.

Autre évènement marquant : la **Journée thématique annuelle Eau et Assainissement Sénégal** qui a réuni autour d'une délégation sénégalaise, composée de représentants institutionnels (OFOR-PEPAM) et d'acteurs de terrain (ONG, collectivités) près de 100 participants en octobre à Paris. Plusieurs thématiques majeures liées aux cibles de l'ODD 6 ont été abordées :

- L'assainissement en milieu rural ;
- La qualité et la pérennité du service de l'eau potable ;
- La qualité de l'eau.

Plus d'informations : www.pseau.org/senegal

Sylvette Milin milin@pseau.org

Dame Ndiaye dame.ndiaye@pseau.org



Togo

Développer les collaborations entre acteurs

Depuis 2016, le pS-Eau participe au programme d'amélioration de la gouvernance locale pour l'exercice de la maîtrise d'ouvrage communale (PAGLEMOC), coordonné par l'Union des communes du Togo et financé par l'Union européenne. Il bénéficie des cofinancements de l'UE, de l'ambassade de France au Togo et du conseil départemental des Yvelines.

Associé à Eau Vive, le pS-Eau propose aux communes togolaises une gamme d'activités et d'animations :

- **Organisation de visites techniques et d'ateliers d'échanges et de partage d'expériences** avec des partenaires togolais du ministère de l'Eau ;

- **Suivi rapproché d'initiatives en cours d'opérateurs français ;**
- **Accompagnement à la conception et au montage** de projets de coopération décentralisée ;
- **Conduite de missions de terrain et collecte d'informations** sur les actualités et évolutions du secteur de l'eau et de l'assainissement ;
- **Suivi-évaluation** de projets de coopération décentralisée.

Philippe Mouton mouton@pseau.org



Bénin

Consolider la dynamique d'appui

L'animation du réseau Bénin s'est poursuivie et encore intensifiée grâce à une meilleure (re)connaissance du pS-Eau par les acteurs du secteur et à la poursuite du programme Mono, cofinancé par l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, avec le démarrage en 2018 d'une phase 3 d'une durée de deux ans.

Dans un souci d'appropriation, le projet couvre aussi bien le Bénin que le Togo, qui ont en commun ce bassin versant transfrontalier du Mono. Il vise à :

- Accompagner la bonne mise en œuvre des processus de GIRE, ce qui se traduit par des appuis spécifiques pour :
 - la préparation et l'élaboration du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin du Mono ;
 - l'opérationnalisation des instances de gestion (comité de bassin) ;
 - le renforcement des systèmes d'information sur l'eau.
- Faciliter la mise en œuvre de projets de coopération en matière de GIRE et d'accès aux services d'eau potable et d'assainissement ;

- Mobiliser des financements en France via la loi Oudin-Santini pour concrétiser de nouveaux projets.

L'animation du réseau Bénin repose sur un ensemble d'activités telles que :

- **2 missions de terrain** pour s'informer des dernières actualités et évolutions du secteur, des enjeux prioritaires et des projets de coopération en cours ;
- **La rédaction de 2 newsletters** pour diffuser des informations utiles sur le secteur eau et assainissement et la coopération décentralisée ;
- **Des mises à jour en continu de contacts (+ 50) et de fiches actions (+60)** sur l'annuaire et l'atlas en ligne du pS-Eau ;
- **Des réunions d'échanges et de partage d'expériences en France ;**
- **L'accompagnement** des acteurs français dans leurs démarches et initiatives de coopération.

Plus d'informations : www.pseau.org/benin

Philippe Mouton mouton@pseau.org



Maroc

Gestion durable et réutilisation des eaux usées

À la suite des différentes réunions du réseau Maroc mais également suite à la participation et à l'organisation d'un atelier sur l'eau lors des assises de la coopération décentralisée franco-marocaine fin 2016, de nombreux échanges se sont développés autour de la mise en œuvre de projets sur l'eau au Maroc. Le développement du partenariat avec le réseau régional multi-acteurs Occitanie Coopération a également permis de développer ces échanges avec une ouverture vers de nouveaux acteurs.

Plusieurs partenariats se sont consolidés et d'autres ont pu être engagés :

- Le développement du partenariat avec le réseau régional multi-acteurs Occitanie Coopération a permis de développer les échanges avec une ouverture vers de nouveaux acteurs.
- Des accords de coopération ont été signés en 2017 entre la région Occitanie et plusieurs régions du Maroc, dont l'eau pourrait être l'un des thèmes majeurs.
- Un projet est en réflexion entre la commune de Tinejad dans la province d'Errachidia, la communauté de communes du Grands Pics Saint Loup et celle des Avants Monts dans l'Hérault. Le projet vise une gestion globale de l'eau, et notamment le lien entre assainissement et agriculture avec la question de la réutilisation des eaux usées.

Plus d'informations : www.pseau.org/maroc

Christophe Brossé med@pseau.org



Liban

LEWAP : un réseau d'appui structuré

En réponse aux attentes, le pS-Eau a lancé en 2017 la plateforme d'informations et d'échanges (LEWAP) avec le soutien de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse et de l'Agence française de développement. Deux types d'actions principales ont rythmé les activités du réseau : la structuration du réseau et l'accompagnement d'initiatives de coopération.

Structuration du réseau

- Restitution du diagnostic sur les systèmes d'information et d'échanges ;
- En partenariat avec l'Université Libanaise, le CNRS Liban et la Chaire UNESCO SIMEV, deux jours de conférence sur les processus de traitement membranaire ont été organisés en décembre 2017. Une visite technique pour les membres de la délégation française a été organisée sur la station de traitement d'Araya.

Accompagner les initiatives de coopération

- Organisation d'un atelier régional sur les techniques d'assainissement naturel, en partenariat avec l'ONG

Madina et Hydroconseil et une visite de terrain sur la station de filtres plantés de roseaux, dans le cadre de la clôture du projet d'appui porté par le SIAAP et la ville de Nogent-sur-Marne aux trois fédérations de municipalités du Sud Liban (Jezzine, Iqlim el Touffah et Rihan) ;

- Étude de faisabilité sur la mise en place d'un service d'assainissement non collectif à Antoura ;
- Appui au projet de mobilisation des eaux souterraines pour l'adduction en eau potable de Zahlé ;
- Identification des besoins de la municipalité de Boudaï. Suite à ce travail, la municipalité a été mise en relation avec la Communauté de Communes de la Vallée de l'Hérault (CCVH) dont des représentants sont venus en mission afin de confirmer les potentiels de coopération entre les deux collectivités.

Plus d'informations : www.pseau.org/liban

Claire Papin-Stammose papin-stammose@pseau.org



Mobilisation

Produire des outils d'information et animer des débats pour accroître la mobilisation des acteurs locaux

En complément de ses activités de production de connaissances et de l'appui aux porteurs de projets, le pS-Eau mène également des activités de mobilisation :

- En France, pour sensibiliser les collectivités territoriales, leurs groupements, les agences de l'eau et les syndicats aux enjeux de l'engagement en solidarité internationale pour l'eau et l'assainissement ;
- En Europe et à l'international, pour faire de l'eau et l'assainissement une priorité dans l'agenda européen, mobiliser autour du 1% Europe et présenter le 1% français et ses spécificités lors de conférences internationales.

Mobiliser les collectivités françaises

Le pS-Eau s'engage pour promouvoir la coopération décentralisée pour l'eau et l'assainissement. Il mène des actions de plaidoyer afin de faire connaître et appliquer les lois « Développement et solidarité internationale » et « Oudin-Santini » qui permettent aux collectivités et leurs groupements, aux agences de l'eau et aux syndicats d'engager des financements pour des projets eau et assainissement dans les pays en développement :

- **Loi développement et solidarité internationale**

Votée en 2014, cette loi renforce l'action extérieure des collectivités territoriales, qui peuvent s'engager sur l'eau et l'assainissement sur leurs budgets généraux.

- **Loi Oudin-Santini : le 1% solidaire pour l'eau et l'assainissement**

La loi Oudin-Santini autorise les collectivités territoriales françaises, les établissements publics intercommunaux et les syndicats des eaux et/ou d'assainissement à mobiliser jusqu'à 1% de leur budget eau et assainissement pour financer des actions de coopération internationale dans ces secteurs. Depuis son adoption en 2005, le pS-Eau mène un plaidoyer afin de faire connaître la loi auprès de ces acteurs et de les mobiliser afin que ceux-ci s'engagent à travers le 1%.

En pratique, le pS-Eau :

- produit, réactualise et diffuse des outils de promotion du 1% ;
- organise et participe à des réunions d'informations et de **mobilisation**, des tables-rondes et des conférences pour sensibiliser les collectivités non impliquées à ce jour en solidarité internationale pour l'eau et l'assainissement (en réponse à des sollicitations de collectivités pour témoigner sur les enjeux de la coopération décentralisée, lors de séances de restitution et de capitalisation sur les programmes conduits, etc.)

Ce travail de mobilisation est mené en étroite collaboration avec les agences de l'eau, les réseaux régionaux multi-acteurs et les collectivités déjà engagées.

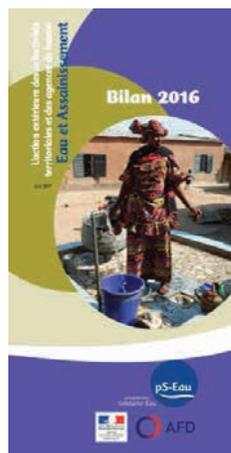
• Quand les Élus mobilisent d'autres Élus : 3^e année de campagne des Élus de l'eau

La campagne des Élus de l'Eau, lancée par le pS-Eau et ses partenaires en 2015, se renforce. 45 élus, ambassadeurs de la cause de l'accès à l'eau et l'assainissement pour tous, ont rejoint le mouvement. Le principe ? Constituer un réseau d'élus qui s'engagent à mobiliser leurs pairs sur les enjeux de coopération internationale pour l'eau et l'assainissement. Des réunions d'échanges sont organisées dans le cadre de la campagne afin de donner aux élus l'occasion de partager leurs engagements et témoigner de leurs expériences. La réunion du 3 février à Lyon, organisée avec le concours de la Métropole de Lyon, a rassemblé une vingtaine de participants engagés pour l'eau et l'assainissement. L'importance de l'action locale, de l'implication de tous les acteurs, et l'effet de levier du 1% ont été au cœur des débats.

Plus d'informations : www.pseau.org/fr/1pourcent

Pierre-Marie Grondin grondin@pseau.org

Adeline Mateus adeline.mateus@pseau.org



• Recenser et valoriser l'action extérieure des collectivités territoriales et des agences de bassin pour encourager la solidarité internationale

Comme chaque année, le pS-Eau a collecté les données sur les engagements financiers pris sur l'année précédente (2016) par les collectivités et les agences de l'eau. Le montant total en 2016 est ainsi estimé à 28 millions d'euros, dont 13 millions d'euros mobilisés par les collectivités territoriales, et 15 millions d'euros par les agences de l'eau.

Plus d'informations : www.pseau.org/fr/1pourcent

Vincent Dussaux dussaux@pseau.org



• Actualisation d'un support de plaidoyer

Très utilisée par des élus et des acteurs associatifs pour la mobilisation de nouvelles collectivités, la plaquette « 1% solidaire pour l'eau : collectivités locales votre action compte ! » a été mise à jour en 2017.

Plaidoyer pour l'eau et l'assainissement au niveau européen

Au-delà de ses activités de plaidoyer auprès des acteurs français, le pS-Eau cherche à mobiliser en Europe pour faire de l'eau et l'assainissement une priorité dans l'agenda européen et pour une extension du 1% français, à adapter selon les contextes nationaux. Il appuie aussi la conception et le suivi de projets en Moldavie.

• Faire de l'eau et l'assainissement une priorité dans l'agenda européen

L'un des objectifs du pS-Eau est de mobiliser à l'échelle européenne pour faire de l'eau et l'assainissement une priorité européenne. Ainsi, il a par exemple participé en 2017 à un atelier présidé par le député européen Michel Dantin au Parlement Européen, organisé le 20 juin : « Solidarité et ODD 6 pour l'eau et l'assainissement – Comment l'Europe peut faire la différence dans les pays en développement » dans le cadre du groupe de travail « Agriculture et gestion de l'eau ».

• Plaidoyer 1 % Eau Europe

L'idée d'une extension du 1% solidarité Eau à d'autres pays européens, avec des adaptations selon les législations de chaque pays, a connu des avancées depuis le Forum de Marseille où un appel avait été lancé aux députés européens et à la Commission européenne. La démarche entreprise auprès des différentes institutions européennes pour favoriser l'adoption de dispositifs nationaux s'est poursuivie en 2017. L'animation de la plateforme européenne de promotion des mécanismes de financement solidaires pour l'eau a été poursuivie avec le SEE. Des informations concernant le 1% solidaire ont également été mises à disposition sur le site internet du pS-Eau.

Plus d'informations : www.pseau.org/fr/observatoire/europe/solidarite et www.pseau.org/1pourcent

Pierre-Marie Grondin grondin@pseau.org

Adeline Mateus adeline.mateus@pseau.org

• Appuyer la conception et le suivi de projets en Moldavie

Le pS-Eau a appuyé Solidarité Eau Europe (SEE) en 2017 dans la conception et le suivi de projets eau, assainissement et hygiène en Moldavie. Il a notamment été impliqué dans le projet Accès à l'eau potable et à l'assainissement dans le bassin de la Nirnova, un projet-pilote de mise en place du premier syndicat des eaux en Moldavie. Une mission en Moldavie du Vice-président du pS-Eau et la participation à trois réunions du comité de pilotage du projet a permis de poser la base d'un schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux d'un bassin à cheval sur deux régions de Moldavie. Ce comité de pilotage rassemble le SEE, le GESCOD, les Agences de l'Eau Artois-Picardie et Rhin-Meuse, l'ENGEES et le SIAAP. Jacky Cottet, vice-président du pS-Eau est également intervenu à Dublin le 22 septembre sur le thème « Good governance in the rural basin of the Nirnova river, Moldova » en conclusion de la 15^e Conférence Internationale « EURO-RIOB » rassemblant les instances de bassins.

• Présenter le 1% lors de conférences internationales

Les conférences et les débats internationaux constituent une occasion de partager les spécificités de la loi française 1% et de plaider pour des lois similaires qui encouragent la coopération décentralisée dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, selon les contextes nationaux. Lors du Sommet Climate Chance, le pS-Eau est par exemple intervenu lors du Forum « Coopération décentralisée et partenariats » afin de présenter le mécanisme français du 1% Eau à partir de trois illustrations, portées par des collectivités : la coopération Kayes-Evry Centre Essonne au Mali, le projet Zorgh'Eau au Burkina Faso ou encore la coopération franco-marocaine intervenant sur la province de Taroudant.

Jacky Cottet cottet@pseau.org

Pierre-Marie Grondin grondin@pseau.org

Les Jeudis du pS-Eau pour débattre

Depuis 2013, le pS-Eau a lancé son nouveau lieu d'échanges et de débats : les Jeudis du pS-Eau.

Trois fois par an, ces rendez-vous permettent aux membres du réseau de se réunir pour échanger et débattre sur des sujets transversaux, parfois polémiques, ou sujets qui intéressent nos partenaires et qui font l'actualité du secteur de la solidarité pour l'eau et l'assainissement. Pour chaque Jeudi, des intervenants experts de leurs domaines ont donné leurs points de vue et ont participé aux échanges.

Trois sujets ont créés le débat cette année :

- **Croissance démographique et changement climatique : quels défis pour l'accès à l'eau des villes africaines ?** 15 juin 2017, à Paris
- **Enjeux et défis de l'accès à l'eau potable dans les pays en situation de crise** 30 novembre 2017, à Saint-Brieuc
- **Optimiser les projets d'accès à l'eau potable et d'assainissement : du partenariat aux financements.** 9 novembre à Montpellier dans le cadre de l'Agora d'Occitanie Coopération

Les comptes rendus de ces débats sont disponibles sur www.pseau.org/jeudis



Jeudi sur les enjeux et défis de l'accès à l'eau potable, à Saint-Brieuc, 30 novembre 2017

Des outils pour s'informer et agir

• Un site internet pour informer les acteurs

Afin de répondre en permanence aux besoins d'informations, de savoirs, etc. le site internet du pS-Eau est continuellement enrichi de nouvelles pages, et met à disposition toute l'actualité sur le secteur.

www.pseau.org

• Un annuaire qui met à disposition des contacts du secteur

Contenant aujourd'hui plus de 30 000 contacts francophones et 10 000 anglophones, l'annuaire du pS-Eau recense les acteurs clés de la coopération internationale dans le secteur de l'eau et de l'assainissement : les acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale, leurs partenaires du Sud, mais aussi des partenaires techniques et financiers répartis dans plusieurs pays, principalement en France et en Afrique francophone.

Plus de 3500 contacts francophones et 2000 anglophones ont été ajoutés dans l'annuaire cette année.

www.pseau.org/organismes

• Une bibliothèque numérique : documents du secteur et supports pédagogiques

Le pS-Eau possède une importante bibliothèque numérique, qui est régulièrement enrichie avec les nouvelles publications du secteur. Plus de 4000 documents de référence ainsi que plus de 2000 documents pédagogiques sont ainsi actuellement consultables sur la bibliothèque numérique et la base de données Pédag'eau.

www.pseau.org/outils/biblio/

• Un atlas des actions : cartographier les opérations

Qui sont les acteurs de la coopération au développement intervenant dans un même pays ou dans une même région ? Quels sont les partenaires techniques mobilisés ? Quelle est l'origine des sources de financement ? Quels types d'ouvrages sont réalisés ? À toutes ces questions, l'atlas des projets et partenariats fournit une cartographie dynamique recensant plus de 1855 actions (+225 nouvelles actions recensées en 2017).

www.pseau.org/outils/actions/action_atlas.php

• Des publications variées publiées chaque année

Chaque année, des publications sont produites et remises à jour, à destination des acteurs du secteur : guides méthodologiques et techniques, supports pays et de sensibilisation, etc.

La plaquette « 1% solidaire pour l'eau : collectivités locales votre action compte ! » a par exemple été mise à jour en 2017 et a constitué un outil de plaidoyer à destination des collectivités locales.

• La Lettre : informer et diffuser des retours du terrain

Trois fois par an, la Lettre du pS-Eau informe les partenaires et les membres du réseau des activités du pS-Eau et des actualités du secteur, fait connaître et diffuse les enseignements de programmes d'action ou de recherche menés par les acteurs français de coopération.

En 2017, 10 projets ont été valorisés, menés dans différents pays : en Afrique, notamment au Sahel (Mali, Burkina, Niger, Guinée, Maroc), en Asie (Cambodge, Laos) mais aussi aux Comores dans l'Océan Indien. Trois projets relevant de la coopération décentralisée ont également été mis en lumière cette année. Chaque numéro est diffusé en format papier (1 000 exemplaires) et en version numérique par courrier électronique auprès de 30 000 destinataires.

www.pseau.org/lettre



• Des mailings: cibler et communiquer les informations aux membres du réseau

Le pS-Eau envoie régulièrement par e-mail à ses membres des informations pouvant les concerner : invitations à des grands événements du secteur, opportunités de financement (appels à propositions, etc.), publications. Ces mailings sont ciblés en fonction des intérêts, des missions et de la localisation géographique des destinataires, qui peuvent eux-mêmes choisir leur type d'abonnement. En 2017, 95 diffusions ciblées ont ainsi

été réalisées, notamment à l'occasion de rendez-vous internationaux : Journée mondiale de l'Eau, Journée mondiale du lavage des mains et Journée mondiale des toilettes. Au total, ce sont plus de 150 ressources envoyées lors de chaque Journée aux membres du réseau pour les appuyer dans l'organisation d'événements de sensibilisation !

• Le pS-Eau, en direct sur les réseaux sociaux !

Le pS-Eau informe via les réseaux sociaux des dernières actualités du secteur, des publications et des événements à ne pas manquer et relaie les appels à projets. Fin 2017, le pS-Eau rassemblait 1 800 « fans » sur Facebook et 1 200 abonnés sur Twitter, soit une augmentation respective de 300 fans et de 300 abonnés par rapport à l'année précédente.

Pour ne rater aucune info, rejoignez-nous sur :

 www.facebook.com/pSEau

 www.twitter.com/pSEau

Contacts Mobilisation

- Adeline Mateus : adeline.mateus@pseau.org
- Michel Taquet : communication@pseau.org

The background features a series of curved, overlapping lines in shades of purple and magenta, creating a sense of motion and depth. A large, semi-transparent circle is positioned on the left side, partially overlapping the text.

Budget et organisation

Fonctionnement et financements

Créé en 1984, le pS-Eau est structuré depuis 2000 en association loi 1901. L'association est présidée par M. Pierre Frédéric Ténrière-Buchot.

Le conseil d'administration compte 19 membres en 2017 ; une équipe permanente de 17 personnes, dirigée par Pierre-Marie Grondin, en applique les décisions.

www.pseau.org/fr/equipe

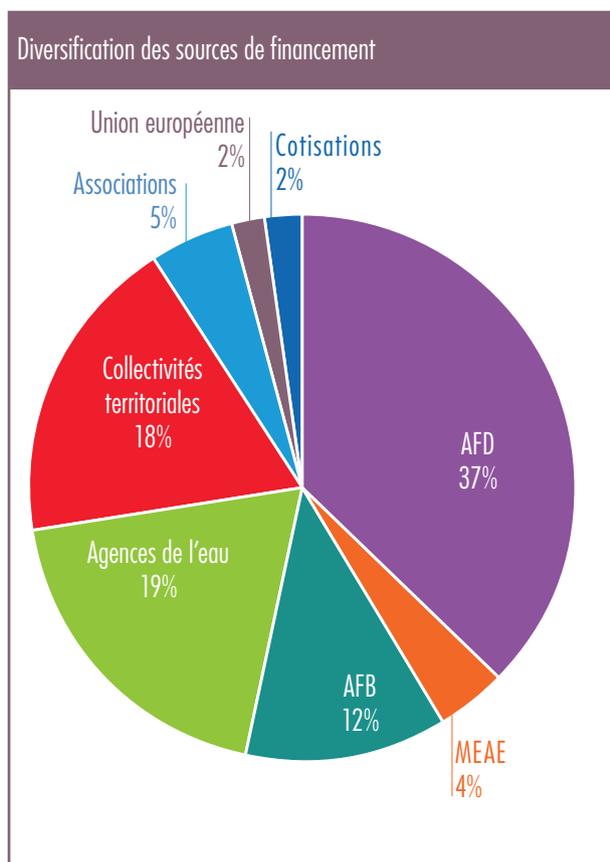
Le budget du pS-Eau en 2017 est un peu supérieur à 1,55 million d'euros, soit une légère augmentation (+10%) à souligner. La diversification des sources de financement déjà enclenchée les années précédentes s'est confirmée avec une participation accrue des agences de l'eau et une mobilisation de financements de l'Union européenne.

Le principal soutien demeure l'Agence française de développement, qui représente près de 40 % des ressources. Le soutien global de l'État représente près de 53 %.

Grâce à l'appui de l'Agence française pour la biodiversité, la recherche et l'innovation a connu un nouvel élan avec une implication grandissante dans la mise en œuvre de l'ODD 6 et surtout du suivi de l'application de l'accord de Paris sur le Climat.

La fonction d'appui-conseil constitue toujours la principale activité du pS-Eau. La montée en puissance des 4 dispositifs d'animation pays (Sénégal, Burkina Faso, Madagascar, Liban) grâce au soutien des agences de l'eau y contribue de façon notable.

Les actions de mobilisation se sont intensifiées à travers des publications et la participation à de nombreux événements (Agenda 2030, COP23 à Bonn, préparation du FME 2018 à Brasilia).



Le conseil d'administration

Les membres du bureau

Président	Pierre-Frédéric TENIERE-BUCHOT
Vice-Président	Jacky COTTET
Trésorier	Bruno VALFREY, Hydroconseil
Secrétaire	Thierry VANDELVELDE, Fondation Veolia

Membres d'honneur

René ALA (Ambassadeur de France),
Président d'honneur
L'association des maires de France
(AMF)

Membres associés

Agence française de développement (AFD)
Ministère de l'Europe et des Affaires
étrangères (MEAE)
Ministère de la transition écologique
et solidaire (MTES)

Les membres du conseil d'administration

M. Charles AUROUET, Croix Rouge Française

M. Jean Bosco BAZIE, Eau Vive

Mme Celia BLAUDEL, Mairie de Paris

M. Olivier BRUYERON, Groupe de Recherche
et d'Echanges Technologiques (GRET)

Mme Isabelle BOUDINEAU,
Région Nouvelle Aquitaine

M. Jean Pierre CERDAN,
Electriciens Sans Frontières

M. Charles CHAUMIN : Aquassistance

M. Jean Paul COLIN, Lyon Métropole

M. François DECOSTER, Agence d'urbanisme
et de développement de Saint Omer

M. Bertrand GALTIER :
Agence de l'eau Artois-Picardie

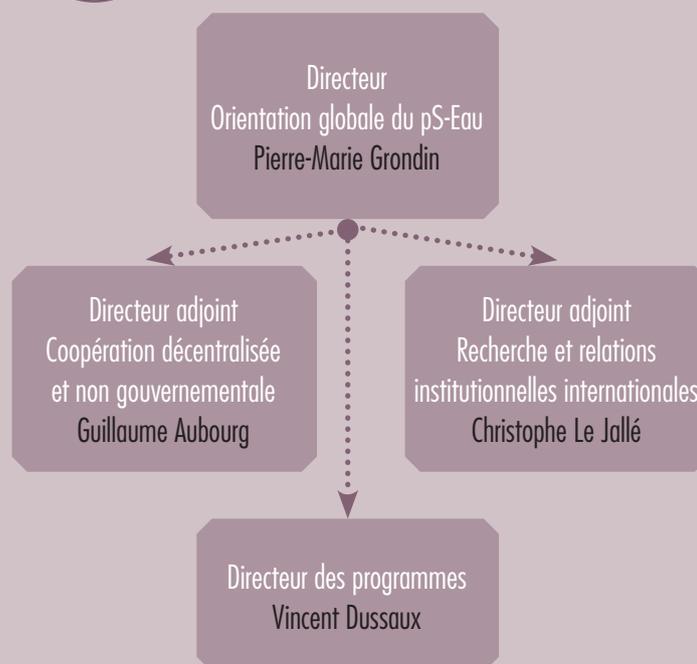
Mme Anne HIDALGO : Association Internatio-
nale des Maires Francophones (AIMF)

M. Brice LALONDE, Académie de l'eau

Mme Mireille MURAWSKI (ACAD)

M. Roland RIES, Cités Unies France (CUF)

Organigramme du pS-Eau



Plus d'informations sur la composition de l'équipe permanente
www.pseau.org/fr/equipe

L'équipe du pS-Eau en 2017

Directeur

Pierre-Marie Grondin grondin@pseau.org

Comptabilité

Houharia Farsi farsi@pseau.org

Directeur adjoint, recherche et relations institutionnelles internationales

Christophe Le Jallé le-jalle@pseau.org

Directeur adjoint, coopération décentralisée et non gouvernementale

Guillaume Aubourg aubourg@pseau.org

Directeur des programmes

Vincent Dussaux dussaux@pseau.org

Responsable de l'antenne Lyon-Méditerranée Réseaux Bénin et Togo

Philippe Mouton mouton@pseau.org

Antenne Lyon Méditerranée

Réseau Burkina

Sophie Charpentier charpentier@pseau.org
(départ début 2018)

Réseaux Niger, Liban (Burkina en 2018)

Béatrice Turlonnias turlonnias@pseau.org

Réseau Sénégal

Sylvette Milin milin@pseau.org

Production de connaissances

Colette Génévaux genevaux@pseau.org

Réseau Maroc

Christophe Brossé med@pseau.org

Information et communication

Michel Taquet taquet@pseau.org

Communication et plaidoyer

Adeline Mateus adeline.mateus@pseau.org

À l'étranger

À Madagascar

Liana Rajaonary rajaonary@pseau.org
(a rejoint l'équipe sur Paris en février 2018)

Au Liban

Claire Papin-Stammose papin-stammose@pseau.org

Au Sénégal

Dame N'Diaye dame.ndiaye@pseau.org

Au Burkina Faso

Justin Bayili (salarié Acdil), reseau.actea@gmail.com

Le programme Solidarité Eau a été créé en 1984, lors d'un sommet des ministres européens, afin de répondre au défi de la décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement. Son but : accompagner les initiatives locales de coopération internationale dans le domaine de l'eau.

Le pS-Eau est soutenu par les pouvoirs publics français, et principalement l'Agence française de développement (AFD), le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), l'Agence française de la Biodiversité (AFB) et les agences de l'eau.

Il est reconnu par l'ensemble des acteurs français et internationaux, aussi bien des pays du Nord que du Sud, des acteurs non gouvernementaux que des coopérations bilatérales et multilatérales comme un espace de concertation avec les pouvoirs publics, d'appui-conseil et de renforcement des capacités d'intervention dans les domaines de l'eau et de l'assainissement et comme un lieu de rapprochement et de débat entre tous les opérateurs. Reflétant la multiplicité et la diversité de la coopération décentralisée et non gouvernementale, le pS-Eau s'attache à répondre à l'ensemble des sollicitations des plus modestes aux initiatives les plus ambitieuses.

Le pS-Eau est un réseau d'acteurs regroupant plus de 30 000 correspondants engagés dans l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous.

programme
Solidarité-Eau

pS-Eau

programme Solidarité Eau
32 rue Le Peletier
75009 Paris
T. 33 (0)1 53 34 91 20
pseau@pseau.org

Antenne Lyon-Méditerranée
80 cours Charlemagne
69002 Lyon
T. 33 (0)4 26 28 27 91
lyon@pseau.org

www.pseau.org